



# Assemblée générale

Cinquante-troisième session

107<sup>e</sup> séance plénière

Lundi 13 septembre 1999, à 10 h 15

New York

Documents officiels

Président : M. Opertti . . . . . (Uruguay)

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

*Il en est ainsi décidé.*

## Séismes en Turquie et en Grèce

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale et en mon nom personnel, je souhaiterais exprimer nos sincères condoléances aux Gouvernements et aux peuples de la Turquie et de la Grèce pour les pertes en vies humaines et les importants dommages matériels qu'ils ont subi suite aux séismes dévastateurs récents. Qu'il me soit également permis d'exprimer l'espoir que la communauté internationale fera preuve de solidarité et qu'elle réagira rapidement et généreusement à toute demande d'aide émanant de ces pays en cette période de crise.

## Point 118 de l'ordre du jour (*suite*)

### Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (A/53/1040/Add.2)

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Dans la lettre figurant au document A/53/1040/Add.2, le Secrétaire général m'informe que, depuis la publication de ses communications, contenues dans le document A/53/1010/Add.1, la Mongolie a effectué les paiements nécessaires pour ramener ses arriérés en-deçà du montant spécifié à l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de cette information?

## Point 31 de l'ordre du jour (*suite*)

### Culture de la paix

#### Projet de résolution A/53/L.79

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Bangladesh qui va présenter le projet de résolution A/53/L.79.

**M. Chowdhury** (Bangladesh) (*parle en anglais*) : En ma qualité de coordonnateur du groupe de négociation de l'Assemblée générale qui s'est réuni pendant plusieurs mois pour examiner le document A/53/L.79, j'ai le plaisir de présenter ce document en vue de son adoption par l'Assemblée générale. À cet égard, j'attire l'attention des membres sur le document A/53/1049, en date du 8 septembre 1999, qui contient la lettre que j'ai adressée au Président de l'Assemblée générale au sujet de la conclusion fructueuse des consultations sur la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix.

Le 9 novembre 1998, lors de la clôture du débat général en séance plénière, le Président de l'Assemblée générale a demandé au Bangladesh de coordonner les consultations en vue de l'adoption d'un texte concerté de déclaration et de programme d'action sur une culture de la

paix. Auparavant, au titre du point 31 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, un projet de déclaration et de programme d'action avait été présenté par le Secrétaire général dans son rapport de synthèse paru sous la cote A/53/370 en date du 2 septembre 1998, conformément à la résolution 52/13 du 20 novembre 1997.

Dans l'exécution de son mandat, le Bangladesh a coordonné un long processus de négociation qui a commencé le 2 décembre 1998 et qui s'est terminé le 2 septembre 1999. Nous avons rencontré de nombreuses difficultés mais grâce à la coopération et à l'appui de toutes les délégations concernées, nous avons pu aboutir à un texte de consensus. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier toutes les délégations du vif intérêt qu'elle ont manifesté et de la contribution active qu'elle ont apportée pour parvenir à un texte de consensus tourné vers l'avenir qui devrait nous permettre de progresser plus avant sur la voie de la promotion d'une culture de la paix dans le siècle à venir.

Je tiens à signaler ici que nombre de représentants de la société civile ont manifesté un grand intérêt pour les travaux que nous avons entrepris. Ils m'ont contacté à plusieurs reprises pour s'informer de la tournure du document et ils se sont vivement intéressés aux progrès que nous avons réalisés pour parvenir à un consensus. Je tiens à le souligner car je pense que ce document fait l'objet d'un grand intérêt au-delà de l'enceinte de l'ONU et qu'il aura des conséquences importantes au niveau de son application.

Le texte convenu, tel qu'il figure dans le document A/53/L.79, contient la Déclaration sur une culture de la paix dans la section A qui décrit les idéaux, les normes et les objectifs d'une culture de la paix et qui identifie les principaux acteurs engagés dans la promotion d'une telle culture. Le Programme d'action sur une culture de la paix, qui est décrit dans la section B, identifie les principaux domaines d'action pour la promotion et la consolidation d'une culture de la paix. Les domaines identifiés sont l'éducation, un développement économique et social durable, les droits de l'homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, la participation démocratique, la promotion de la compréhension, de la tolérance et de la solidarité, la communication participative et la libre circulation de l'information et des connaissances, la paix et la sécurité internationales. Le Programme d'action identifie dans chacun de ces domaines les actions spécifiques qui permettront de promouvoir une culture de la paix.

J'estime que ce document est unique à bien des égards. C'est un document universel au sens propre du terme, qui transcende les frontières, les cultures, les sociétés et les nations. Contrairement à de nombreux autres documents de l'Assemblée générale, ce document est orienté vers l'action et il encourage l'intervention à tous les niveaux, que ce soit au niveau de l'individu, de la communauté, de la nation, de la région, ou encore aux niveaux international et mondial. Ce document réunit également les divers acteurs qui ont un rôle à jouer pour promouvoir une culture de la paix. Je pense notamment aux États, aux organisations internationales, à la société civile, aux dirigeants communautaires, aux parents, aux enseignants, aux artistes, aux professeurs, aux journalistes, au personnel humanitaire bref, toutes les personnes issues de divers milieux et ayant différents antécédents peuvent contribuer à la mise en oeuvre de ce document.

Dans une instance internationale telle que l'Assemblée générale, ce document est réellement prospectif dans la mesure où il aborde toute une série de questions que l'Assemblée a rarement évoquées dans ses 50 ans d'existence.

Je manquerais à mes devoirs si je ne signalais pas le rôle important que joue l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour défendre la cause d'une culture de la paix. Le Directeur général Federico Mayor a été le champion de ce combat et ce document doit beaucoup aux efforts énergiques et inlassables qu'il a déployés pour faire de la culture de la paix une charte mondiale universellement acceptée et appuyée.

Je voudrais signaler ici quelques changements de forme qui ont été apportés au document A/53/L.79 par rapport au texte que nous avons adopté lors des consultations officielles du 2 septembre :

Le paragraphe 10 j) du Programme d'action se lit maintenant comme suit :

«Éliminer les obstacles à la réalisation du droit des peuples à l'autodétermination, en particulier pour les peuples qui vivent sous la domination coloniale ou sous d'autres formes de domination étrangère ou d'occupation étrangère nuisant à leur développement social et économique.»

La première disposition du paragraphe 16 i) se lit maintenant comme suit :

«Recommande que soit dûment prise en considération la question de l'impact humanitaire des sanctions.»

Tels sont les changements de forme qui ont été apportés. Je pense qu'avec ces changements, les rédacteurs ont voulu essayer d'améliorer le texte anglais. Mais comme vous le savez, nous travaillons ici à la recherche d'un consensus et non à la perfection de l'anglais.

Je pense que nous devrions adopter le document A/53/L.79 par consensus, tel que je l'ai amendé oralement. En adoptant ce document, l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session léguera un patrimoine aux nombreuses générations futures.

**M. Niehaus** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de m'adresser à l'Assemblée générale au nom des États du groupe d'Amérique centrale : la République dominicaine, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama et le Costa Rica au titre du point 31 de l'ordre du jour intitulé «Culture de la paix», auquel nous attachons la plus grande importance.

D'emblée, je voudrais présenter au Président nos chaleureuses félicitations pour sa direction brillante et avisée en tant que Président de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session. Nous lui souhaitons d'obtenir de nouveaux succès au service du peuple et du Gouvernement de notre République soeur d'Uruguay.

Je voudrais également exprimer la satisfaction des États membres du groupe d'Amérique centrale à propos de l'adoption imminente de la Déclaration et du Programme d'action sur une culture de la paix à cette cinquante-troisième session de l'Assemblée générale. Cette adoption consacrera l'aboutissement fructueux des travaux ardues et des efforts qui ont été entrepris conformément au mandat figurant dans la résolution 52/13 de l'année dernière.

À cet égard, nous rendons hommage à l'Ambassadeur Anwarul Chowdhury, Représentant permanent du Bangladesh, pour le dévouement et l'efficacité avec lesquels il a coordonné les négociations sur ces textes et pour les avoir présentés à l'Assemblée. Nous voudrions également remercier le Secrétaire général, qui, en coordination avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a présenté le rapport consolidé qui contient le projet de déclaration et de programme d'action. De même, nous voudrions exprimer notre gratitude à tous ceux qui, avec nous, ont participé aux négociations pour leurs précieuses contributions.

Le projet de déclaration que nous allons adopter repose sur un le constat selon lequel

«"les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix"». (A/53/L.79, partie A)

C'est cette philosophie qui est à l'origine du concept de la culture de la paix. Ce constat n'est pas nouveau; il est littéralement repris de la constitution de l'UNESCO. C'est la raison pour laquelle les délégations que je représente ici estiment que l'UNESCO peut et doit continuer à jouer un rôle prééminent dans la promotion de la culture de la paix.

L'histoire universelle montre la prédominance de la culture de la guerre. Des siècles durant, les hommes ont eu recours aux armes pour régler leurs conflits, aussi bien entre États qu'au sein de leurs propres communautés. La violence règne dans les relations humaines et rien n'indique que son emprise tend à diminuer. Les événements de ces derniers mois confirment cette situation regrettable.

Nous devons néanmoins reconnaître que la création de l'Organisation des Nations Unies et du système des organisations qui lui sont reliées, il y a 50 ans déjà, constitue un acte de foi dans la bonne volonté de l'être humain et une preuve du grand espoir que l'on place dans sa capacité et sa volonté à vivre en paix. La création de l'ONU a consacré de façon catégorique les valeurs et objectifs universellement partagés tendant à transformer la culture de la guerre en culture de la paix et de la non-violence. Les accomplissements de ces 50 dernières années nous ont révélé qu'il est possible de remplacer la culture de la guerre par la culture de la paix s'il existe la ferme volonté de le faire.

Aujourd'hui, alors que la guerre froide n'est plus qu'une note de bas de page dans les livres d'histoire et que nous pouvons en faire le récit à nos petits enfants, avec le soulagement que l'on éprouve au souvenir d'un mauvais rêve, il existe de nouvelles conditions pour ériger une véritable culture de la paix. Tous, aussi bien les États que les individus, avons le devoir moral de saisir cette occasion de créer une culture de la paix grâce à l'éducation et, notamment, à la formation en matière de droits de l'homme.

Indéniablement, les droits de l'homme sont au coeur de la culture de la paix. Lorsque ces droits ne sont pas respectés, lorsque la dignité humaine est bafouée, et lorsque l'être humain est déshumanisé, il est impossible d'espérer que règne la paix. Le respect et la promotion de la dignité humaine et la quête du bien commun sont des préalables indispensables à l'existence de la paix. C'est la raison pour

laquelle nous ne saurions manquer d'exprimer notre préoccupation devant le fait que 50 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il reste encore beaucoup à faire pour que soit garantie la jouissance des droits inaliénables de tous les êtres humains — femmes, hommes, enfants, jeunes, personnes âgées, vieillards, handicapés — et quels que soient leur appartenance ethnique, religieuse, linguistique, sociale ou leur niveau d'éducation.

Nous savons que la culture de la paix ne surgira pas cette année ou l'année prochaine. Nous sommes réalistes. Néanmoins, nous nourrissons l'espoir que l'adoption et la diffusion du projet de déclaration et de programme d'action sur une culture de la paix feront amplement connaître la philosophie et les nobles buts de la culture de la paix. À cet égard, nous estimons qu'il faut profiter au maximum du fait que l'an 2000 a été proclamé Année internationale de la culture de la paix et du fait que la période 2001-2010 a été proclamée Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde. Ce dernier thème, en particulier, est crucial pour la communauté internationale et exige d'urgence des Nations Unies qu'elles redoubtent d'efforts, comme l'indiquent les précieux rapports de Mme Graça Machel et de l'Ambassadeur Olara Otunnu. C'est pourquoi nous pensons que les médias, les organisations non gouvernementales, les universités et les instituts d'enseignement secondaire et la société civile en général peuvent et doivent jouer un rôle central dans l'instauration de cette culture de la paix au moyen de l'information et de la formation. À cet égard, nous pensons que la promotion et la diffusion de la culture de la paix doivent jouer un rôle important à l'Assemblée du millénaire qui aura lieu l'an prochain.

Je tiens à souligner une des mesures visant à promouvoir la paix et la sécurité internationales qui figurent au paragraphe 16 du programme d'action, à savoir qu'il faut s'inspirer, selon qu'il convient, des leçons qui vont dans le sens d'une culture de la paix tirées des activités de «reconversion militaire» dont certains pays ont fait l'expérience. C'est, de fait, l'expérience qu'a faite l'Amérique centrale. El Salvador a montré les effets positifs de l'expérience qu'il a acquise en la matière. Mon propre pays, le Costa Rica, a fait son expérience de la conversion militaire lorsqu'en 1948, il a aboli l'armée et décidé de consacrer ses ressources à l'amélioration de la qualité de vie de notre peuple, de l'éducation et de la santé. Cette expérience a porté ses fruits et nous jouissons aujourd'hui d'un taux d'alphabétisation de 94,5 % et d'excellentes conditions de santé. Nous voudrions sincèrement que toutes les nations puissent consacrer leurs ressources aux besoins fondamentaux de leurs peuples au lieu de les dépenser inutilement à des fins militaires. Nous

formons sincèrement le vœu que tous les peuples puissent jouir pleinement de leurs droits inaliénables et tirer profit de la transformation de la culture de la guerre en une culture de la paix.

Enfin, j'aimerais rappeler que demain, jour d'ouverture de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale, on célèbre la Journée internationale de la paix, proclamée dans la résolution 36/67, du 30 novembre 1981. Cette journée est consacrée à la célébration et au renforcement des idéaux de paix au sein de chaque nation et de chaque peuple ainsi qu'entre eux. La proclamation de cette journée a été proposée par le Costa Rica, avec l'appui généreux de tous les pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine, et elle a été adoptée par consensus à l'Assemblée générale. Je me permets de citer le Secrétaire général des Nations Unies d'alors, M. Javier Pérez de Cuellar, qui a déclaré :

«La célébration de cette première Journée internationale de la paix est le reflet non seulement de l'aspiration ancestrale à un monde sans guerres, mais également de notre prise de conscience de la situation de danger sans précédent dans laquelle nous vivons. De cette conscience surgira sans aucun doute la sagesse et la détermination avec lesquelles traiter de façon responsable les sources de conflits et de méfiance, conformément aux principes énoncés dans la Charte. L'heure est venue pour la communauté mondiale de relever le défi de cette journée consacrée à la paix.»

**Mme Korpi** (Finlande) (*parle en anglais*) : Au nom de l'Union européenne, j'ai le plaisir de prononcer quelques mots de reconnaissance en cette journée très importante.

Monsieur le Président, au nom de l'Union européenne, je voudrais vous remercier de votre excellente et remarquable présidence de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session. Aujourd'hui, nous allons adopter une Déclaration et un Programme d'action sur une culture de la paix. Demain, l'Assemblée générale va ouvrir sa cinquante-quatrième session, la session qui nous orientera vers l'«Année internationale de la culture de la paix». Cette année sera également celle de la transition vers un nouveau millénaire. Cette Déclaration et le Programme d'action peuvent être considérés comme l'un des jalons dans la promotion de la culture de la paix.

L'Union européenne a participé de près aux consultations sur le projet de déclaration et le programme d'action. Nous souhaitons rendre hommage à l'Ambassadeur Anwarul Karim Chowdhury, du Bangladesh, qui a présidé ces consul-

tations, pour son engagement dans ce processus et pour ses efforts inlassables pour l'aboutissement de ce dernier. Nous rendons aussi hommage à l'Ambassadrice Emilia Castro de Barish, du Costa-Rica, qui, dès le début des consultations à ce jour, a appuyé nos travaux avec un dévouement et une détermination admirables, reflétant le rôle extraordinaire que son pays a joué dans la région pour la promotion d'une culture de la paix. Nous exprimons aussi notre sincère reconnaissance aux délégations de toutes les régions du monde qui, comme l'Union européenne, se sont engagées à travailler ensemble avec le Président pour finaliser le projet qui bénéficie maintenant de l'appui de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Nous pouvons dire, d'après le document que nous allons adopter, que l'histoire de l'Organisation des Nations Unies est une histoire de promotion de la culture de la paix. La création de l'Organisation, il y a plus d'un demi-siècle, a constitué un acquis majeur dans cet effort. En tant que première priorité après le fléau de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies a entrepris de codifier et d'encourager le respect pour les droits de l'homme universellement reconnus et les libertés fondamentales inhérents à l'humanité. Le rôle qu'elle a joué dans la promotion d'une culture de la paix, en recherchant la justice, la tolérance, la solidarité et le pluralisme à tous les niveaux ne peut être sous-estimé. Le rôle éducatif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans cet effort a été décisif. Son texte constitutif, établi après la guerre déclare

«que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Nous rendons un hommage particulier à la détermination de l'UNESCO pour promouvoir l'éducation en matière de droits humains.

La paix, la justice, les droits de l'homme, le développement et la démocratie sont des éléments interdépendants. Cette Déclaration et le Programme d'action sont une réaffirmation ferme de tous les États Membres en faveur d'une approche globale de la vocation de l'Organisation. La paix ne peut exister loin de la justice et le développement est entravé par l'absence de démocratie. Un élément décisif de progrès dans tous ces domaines et donc pour le plein développement d'une culture de la paix est la reconnaissance du fait que les individus restent l'élément central et les principaux bénéficiaires de tous les objectifs de l'Organisation. De ce fait, les politiques et programmes du système des Nations Unies doivent être axés sur l'homme et être fondés

sur la promotion de plein respect des droits humains et des libertés fondamentales.

**M. Alemán** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, comme c'est la dernière séance de cette session de l'Assemblée générale, je souhaite, au nom du Gouvernement et du peuple de l'Équateur et en mon nom propre, vous exprimer notre profonde gratitude pour le travail que vous avez réalisé au cours de l'année écoulée. Il est certain que votre contribution à l'Organisation restera à la mémoire des futures générations.

De nombreux éléments de ma déclaration, y compris les expressions de gratitude à ceux qui ont travaillé de façon si remarquable pour permettre l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action sur une culture de la paix — notamment celles exprimées à l'Ambassadeur du Bangladesh — ont déjà été formulés. Toutefois, je voudrais, au nom du Gouvernement de l'Équateur, faire les commentaires suivants.

En 1998, lorsque M. Federico Mayor, à la demande de l'Assemblée générale, a soumis sa proposition de déclaration et de programme d'action, le Gouvernement de l'équateur a publiquement appuyé le contenu du texte examiné par les États et s'est déclaré prêt à appuyer ce texte sans amendement. Mais, fidèle à ses principes de respect et de solidarité, il a accepté que le projet soit modifié autant de fois que nécessaire en vue d'aboutir à un consensus.

Depuis le moment de la proposition initiale jusqu'à la Déclaration devant être adoptée aujourd'hui, beaucoup d'eau, comme on dit dans notre pays, a coulé sous les ponts, et a apporté des idées d'une grande valeur pour le Gouvernement et le peuple équatoriens.

Nous sommes convaincus que très prochainement l'Assemblée accordera une place importante au droit de l'homme à la paix, que la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme ne suscitera d'inquiétude chez aucune délégation et qu'une enquête systématique sera entreprise sur les facteurs liés aux différences entre les hommes et les femmes, facteurs qui entravent ou favorisent le développement d'une culture de la paix, et que de la même façon que nous discutons cet aspect, nous pourrions discuter ouvertement de tout autre sujet.

Le temps est révolu où nous pouvions discuter en tenant compte de certaines conditions. Tous les documents peuvent être améliorés, y compris celui-ci, documents dont l'importance est claire. Nous avons adopté un Programme

demandant des mesures concrètes. Faisons une réalité du principe constitutionnel de l'UNESCO, à savoir

«que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix».

Il y a plus de 30 ans, l'ancien Ministre des affaires étrangères de l'Équateur. M. Luis Bossano, disait qu'il fallait en définitive une sensibilisation très ferme de la conscience, au niveau le plus profond, de tous les groupes sociaux. Nous devons avoir une doctrine de paix et en faire une discipline spécifique avec un programme soigneusement élaboré, afin de développer, avec une rigueur logique et des fondements appropriés, un ensemble de principes scientifiques, éthiques et pragmatiques au service de l'impératif de paix si présent chez l'homme.

Aujourd'hui, cette doctrine du «désarmement des consciences» est appelée «Vers une culture de la paix». Le nom a peut-être changé mais l'idéal est resté le même. Progressons dans la recherche d'un nouvel être humain, épris de paix et tolérant, et animé d'un esprit de solidarité et de conviction.

**M. Franco** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, cette occasion est propice pour vous présenter nos félicitations chaleureuses et nos remerciements pour votre prestation en tant que Président de l'Assemblée générale à la session qui s'achève. La qualité de votre présidence et la transparence des travaux seront un point de référence pour les travaux futurs de l'Assemblée générale.

Au nom du Gouvernement colombien, je voudrais rendre hommage au travail conjoint accompli par le Secrétaire général et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour nous présenter un projet de Déclaration et de Programme d'action sur la culture de la paix à cette dernière séance de la présente session de l'Assemblée générale. De même, ces efforts et le dévouement de l'Ambassadeur Chowdhury, Représentant permanent du Bangladesh, et de ses collaborateurs de la Mission, ainsi que les efforts des autres missions qui ont suivi ces négociations pendant de longs mois doivent être reconnus.

La Colombie se félicite de l'achèvement de cette phase du travail sur une question ayant trait à la paix. Nous avons une Déclaration et un Programme d'action sur la culture de la paix, dont la mise en oeuvre doit être réalisée avec fermeté par la communauté internationale, notamment par l'Assemblée générale. Cela doit être un outil fondamental

pour que le système puisse accomplir sa mission primordiale de préserver les générations futures du fléau de la guerre. De plus, l'an 2000 sera l'«Année internationale de la culture de paix», et la prochaine décennie sera la «Décennie internationale de la culture de paix et de la non-violence pour les enfants du monde».

Dans un système international englué dans des conflits, où les guerres éclatent de manière si persistante, il faut admettre que nous avons besoin d'un changement. Nous devons passer de la culture de guerre, dont nous avons souffert, à une culture de la paix, à laquelle nous aspirons. Nous savons que l'homogénéité des cultures est un mythe, mais nous pouvons apprendre à rechercher des similitudes plutôt que des divergences. Les êtres humains peuvent avoir des centaines de différences, mais des milliers de points communs, et ce sont ceux-là que nous devons rechercher pour nous rapprocher davantage.

La responsabilité de l'UNESCO est claire. L'éducation est le pilier fondamental de la culture de la paix, et l'école, en tant que véhicule fondamental de l'éducation et de la socialisation précoce des jeunes et des adolescents, qui transmet des valeurs culturelles, et en tant que préfiguration de la réalité, doit être un instrument crucial pour mettre en oeuvre le Programme d'action.

Si nous nous tournons vers le futur, ce sont les enfants qui doivent être les principaux protagonistes d'une culture de la paix dans le nouvel ordre mondial. De leur propre initiative et en tant que victimes de la guerre, ils ont déjà commencé à oeuvrer dans cette voie et ils ont abouti à des résultats importants. Dans mon pays, par exemple, le Mouvement colombien des enfants pour la paix a effectué un travail qui a fait de lui l'année dernière un candidat au prix Nobel de la paix.

Ce document met l'accent sur la non-violence et la prévention des conflits violents et devrait refléter l'engagement de la communauté internationale en faveur des droits de l'homme, de la cessation de la course aux armements, du respect de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples.

Nous sommes saisis d'un document précieux qui, sans aucun doute, est un pas en avant pour cette communauté des nations. Il s'agit de mettre l'accent sur la prévention de la violence comme moyen sûr de prévenir les conflits à l'avenir. Si ce document nous amène à réfléchir sur la paix et sur la nécessité d'édifier une culture qui appuie, renforce et rend cette paix viable, il aura alors déjà atteint un objectif très important. Si la question de la paix devient une obses-

sion de la communauté des nations, nous aurons fait un grand progrès.

**M. Londono** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi de m'associer aux autres délégations pour vous présenter notre sincère reconnaissance pour la direction et les efforts que vous avez déployés pendant votre présidence.

Les États-Unis s'associent à l'adoption par consensus de la Déclaration sur la culture de la paix et de son Programme d'action, et nous félicitons les auteurs de ce document des efforts qu'ils ont déployés pour conceptualiser et promouvoir cet idéal auquel nous aspirons. Nous voulons en particulier exprimer notre reconnaissance à l'Ambassadeur Chowdhury, le Représentant permanent du Bangladesh, pour les efforts qu'il a consentis pour faire de ce document une réalité.

Pour nous, la notion de culture de la paix a été exposée avec la plus grande clarté par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, M. Mayor, lorsqu'il a dit qu'une culture de la paix consiste en un ensemble de valeurs, d'attitudes, et de comportements qui inspirent une interaction sociale fondée sur les principes de la liberté, de la justice, de la démocratie, de la tolérance et de la solidarité.

Qu'il me soit permis de dire comment nous comprenons quelques points spécifiques de ce document. Nous interprétons les références au droit au développement, à l'article premier de la Déclaration et au paragraphe 11 du Programme d'action, comme conformes à notre opinion selon laquelle le droit au développement est centré sur l'individu et il revient aux gouvernements nationaux de créer des conditions favorables à la réalisation progressive du développement économique. Le droit au développement n'est pas un droit collectif de groupes ou d'États et ce n'est pas un droit juridique à un niveau de vie établi ni à un transfert de ressources.

Nous n'interprétons pas la référence à la lutte contre la violence dans les médias, au paragraphe 15 du Programme d'action, comme signifiant en aucune manière la restriction des rapports de la presse sur le type d'actions violentes que nous avons vues en Bosnie, au Kosovo, au Rwanda, au Burundi et ailleurs ces dernières années. En fait, nous aurions voulu voir au paragraphe 15 du Programme d'action le libellé consacré par l'UNESCO sur la liberté de la presse, à savoir qu'«une presse indépendante, pluraliste et libre est essentielle au développement et au

maintien de la démocratie dans un pays et au développement économique».

Enfin, nous comprenons la référence aux priorités établies par les Nations Unies dans le domaine du développement, au paragraphe 16 du Programme d'action, comme signifiant les priorités adoptées par consensus.

**M. García González** (El Salvador) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, ma délégation partage et appuie les idées exprimées par l'Ambassadeur Bernd Niehaus, le Représentant permanent du Costa Rica, au nom des pays d'Amérique centrale, au sujet de l'adoption par l'Assemblée générale du projet de Déclaration et de Programme d'action pour une culture de la paix.

Nous voulons également réitérer nos remerciements à l'Ambassadeur Anwarul Chowdhury, le Représentant permanent du Bangladesh, pour ses efforts diplomatiques exceptionnels qui nous ont permis d'aboutir à un texte important qui, sans nul doute, nous aidera à ériger une culture de paix au cours du prochain millénaire.

Je n'évoquerai qu'un seul aspect qui, selon le Gouvernement salvadorien, mérite d'être souligné. Malheureusement, il n'apparaît pas dans le texte final du Programme d'action pour une culture de la paix mais, néanmoins, de par sa valeur intrinsèque, il constitue en dépit de cette omission l'une des grandes questions sur lesquelles la communauté internationale devra se prononcer dans un avenir proche. Je veux parler de la résolution 39/11 du 12 novembre 1984, où, dans son annexe, l'Assemblée générale proclame que «les peuples de la terre ont un droit sacré à la paix» et que «préserver le droit des peuples à la paix et promouvoir la réalisation de ce droit constituent une obligation fondamentale pour chaque État».

Si les libertés individuelles, considérées comme la première génération des droits de l'homme, ont été reconnues et n'ont pas fait l'objet de critiques majeures, les droits de deuxième et de troisième générations, considérés comme les droits de la solidarité, ont suscité d'énormes controverses sur la scène internationale, et même parmi certains juristes, car, au plan international, le scénario d'après-guerre froide s'est profondément modifié, tout comme la nature même des conflits. La confrontation idéologique a cédé le pas à de nouvelles manifestations de violence qui sont à l'origine d'une augmentation de la pauvreté, de l'exclusion et de l'ignorance. Ces conflits étant de caractère et de nature différents, il faut donc trouver des solutions mieux adaptées à la nouvelle dynamique mondiale. Il s'agit donc de faire appliquer, d'une part, les droits de l'homme collec-

tifs dans le domaine économique et social, et, d'autre part, le droit à la paix, à un environnement sain, au développement et à la préservation du patrimoine commun de l'humanité. Ces droits se situent au point de rencontre entre l'individu, le peuple, l'État et l'humanité, ce qui enrichit le droit international tout en le rendant plus complexe. Cela ne doit pas pour autant nous empêcher de trouver des voies novatrices car il est clair que les questions de paix exigent des solutions tant locales que mondiales, individuelles qu'universelles. Dans le contexte de la controverse portant sur une prétendue hiérarchie des droits, l'Assemblée générale, au paragraphe 1 a) de sa résolution 32/130, fait observer que :

«Tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants; une attention égale et une considération urgente devront être accordées à la réalisation, la promotion et la protection tant des droits civils et politiques que des droits économiques, sociaux et culturels».

C'est ce même esprit qui a présidé aux travaux de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est tenue à Vienne en 1993, et qui ressort de la Déclaration et du Programme d'action, ce qui confirme la thèse d'El Salvador selon laquelle le droit à la paix, à un environnement sain et au développement ne saurait être relégué au deuxième plan.

Pour terminer, j'aimerais réaffirmer ici que le Gouvernement salvadorien considère que l'édification d'une culture de la paix permettrait d'adopter un système commun de valeurs fondamentales et universelles de paix, de non-violence et de tolérance, grâce au règlement des différends par la voie du dialogue, de la négociation, de la médiation ou de l'arbitrage par des tiers et de reconnaître la diversité culturelle, la pluralité et la participation ainsi que le droit à la différence, le dialogue interculturel et le respect des droits culturels des individus appartenant à des minorités ou à des peuples autochtones, ce qui contribuerait à l'élimination des sources potentielles de conflits engendrés par la discrimination ou la violation de ces droits.

Enfin, le Gouvernement salvadorien reconnaît que l'éducation pour une culture de la paix doit intégrer une vision ample et polysémique de la paix car elle doit être édifée simultanément à différents niveaux : au sein de la société, au niveau national entre les individus et les différents groupes, et au niveau international entre les États et les nations.

**M. Rodríguez Parrilla** (Cuba) (*parle en espagnol*) :  
Nous sommes heureux d'adopter aujourd'hui une Déclara-

tion et un Programme d'action pour la Culture de la paix, textes qui sont l'aboutissement de négociations longues et ardues. Depuis que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture — et en particulier son Directeur général, M. Federico Mayor — a avancé cette proposition, nous avons suivi de près son évolution. Ma délégation aimerait saisir une occasion aussi solennelle pour exprimer sa reconnaissance à M. Mayor pour tous ses efforts et pour sa détermination à faire participer l'ensemble du système des Nations Unies aux négociations et aux débats sur ce projet, dans une perspective vaste et complète. J'aimerais également remercier l'Ambassadeur Chowdhury pour ses efforts inlassables.

L'homme, a dit Thomas Mann, se définit avant tout par son caractère propre et par son environnement. Les causes du mal que nous voulons éliminer émanent essentiellement de l'inégalité et de l'injustice qui pèsent sur le monde, de l'écart qui se creuse sans cesse entre riches et pauvres, de l'injustice sociale et de l'inégalité entre les nations. Les textes que nous venons d'adopter serviront de guide et constitueront une référence importante pour l'adoption de mesures, surtout si l'on crée les structures socioéconomiques qui garantiront que les enfants, les hommes et les femmes pourront, sur un pied d'égalité, accéder à la science, jouir de tout ce que l'humanité nous a légué de beau, et développer leurs facultés intellectuelles.

À la veille du prochain millénaire, le monde est marqué par une mondialisation néolibérale, qui est aussi une mondialisation des inégalités sociales. La mondialisation ne peut être celle du chômage et de l'injustice qui impose des réductions des programmes sociaux et laisse sans protection un nombre sans cesse croissant de personnes. Nous devons oeuvrer à une mondialisation de la fraternité et de la coopération entre tous les peuples, du développement durable, de la juste répartition de l'utilisation rationnelle des abondantes richesses matérielles et spirituelles que l'homme est capable de créer. C'est là une condition indispensable à la pérennité du patrimoine commun de l'humanité. Il serait impossible de concevoir une culture de la paix autrement.

Comment peut-on parler en termes philosophiques ou pratiques d'une culture de la paix dans un monde où les pauvres sont toujours plus nombreux et toujours plus pauvres, où 1,3 milliard d'êtres humains vivent dans la pauvreté absolue alors que les 225 personnes les plus riches possèdent une fortune représentant le revenu annuel de 47 % de la population mondiale; où 800 millions de personnes souffrent de la faim et 95 % des malades du sida se trouvent dans l'hémisphère Sud? Comment inculquer une culture de la paix au 1,45 milliard d'adultes analphabètes de



par le monde, aux 110 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école primaire, ou aux 275 millions de jeunes qui n'ont pas reçu d'éducation secondaire? Comment peut-on parler de culture de la paix alors que 12 millions d'enfants mineurs de moins de cinq ans meurent, chaque année, de maladies guérissables et que 200 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition?

La paix n'est pas simplement l'absence de guerre. Il n'y aura pas de paix sans développement social et vice versa. La paix signifie l'engagement à renoncer à la force ou au recours à la force dans les relations internationales et implique le respect de la Charte des Nations Unies, des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non ingérence dans les affaires intérieures, et le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La paix signifie également que l'on résiste à toutes les manifestations du néocolonialisme, du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie, du terrorisme et des violations de tous les droits de l'homme, où qu'elles se produisent.

L'on ne saurait concevoir la paix lorsque, sous le diktat d'une grande puissance, on prétend imposer au monde des lois et des mesures unilatérales à caractère extraterritorial en vue de soumettre des nations et des peuples indépendants par la force et la coercition. C'est pourquoi nous nous félicitons que nombre de ces principes aient été inscrits dans le document que nous allons adopter aujourd'hui.

Ma délégation réitère ici son engagement de continuer à oeuvrer en faveur d'une authentique culture de la paix ancrée dans un monde d'équité et de justice où le droit au développement ne sera plus un mirage et où pourra pleinement s'exercer le droit à la vie et à la paix.

**M. Zmeevski** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer ma reconnaissance au Président qui a dirigé nos travaux en vue de parvenir à un consensus sur la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix, et le féliciter également pour sa conduite des travaux de l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session qui s'achève aujourd'hui.

L'adoption aujourd'hui par l'Assemblée générale de la Déclaration et du Programme d'action sur une culture de la paix est en quelque sorte le prélude à l'Année internationale de la culture de la paix et à la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.

Néanmoins, l'importance de ces documents dépasse de loin ces mesures. Les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies qui sont énoncés dans la Déclaration et les mesures concrètes et complexes qui figurent dans le Programme d'action ouvrent de larges perspectives pour l'édification au troisième millénaire d'une culture de la paix qui devrait remplacer la culture de la force et épargner aux générations futures le fléau de la guerre.

Il est très important que la Déclaration et le Programme d'action confèrent au système de l'ONU lui-même un rôle dirigeant pour affirmer la culture de la paix. Cela témoigne avec éloquence du rôle central de l'Organisation en tant que mécanisme unique de maintien de la paix et de la sécurité internationales, en tant qu'instance universelle pour le développement de la coopération multilatérale et en tant qu'incarnation du concept de la multipolarité du monde moderne.

L'attachement de la Russie aux idéaux de la Déclaration et du Programme d'action, qui s'est manifesté dans notre participation active à la préparation de ces documents et qui s'exprime dans les dispositions qu'ils contiennent, nous engage à réfléchir aux moyens réels d'assurer la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité et de protéger la dignité de l'homme au siècle prochain. Ce n'est pas par hasard que de nombreuses dispositions de la Déclaration et du Programme d'action se font l'écho des conceptions du monde du XXIe siècle qui ont été formulées sur l'initiative du Président de la Fédération de la Russie en juin de cette année.

Nous sommes reconnaissants à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'avoir été l'initiatrice de cette question féconde et actuelle, ainsi qu'à toutes les délégations ayant participé à la rédaction de la Déclaration et du Programme d'action, qui ont fait preuve de pondération, de souplesse, de sagesse, d'esprit de coopération et de la volonté manifeste de parvenir à ce résultat final.

Nous souhaitons en particulier exprimer notre reconnaissance au Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Chowdhury, qui a assumé la lourde tâche de coordonner les consultations, pour la contribution importante qu'il a apportée à l'élaboration de la Déclaration et du Programme d'action sur une culture de la paix.

Avec l'adoption par l'Assemblée de la Déclaration et du Programme d'action, les dispositions énoncées qui sont

légues à la communauté internationale tout entière, fournissent des orientations claires pour éduquer les individus dans un esprit de paix, de non-violence et de créativité. Nous sommes convaincus que les documents qui vont être adoptés aujourd'hui consolideront les fondements de l'édification de la paix et de la légitimité internationales pour le plus grand bien des générations futures.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous allons maintenant procéder à l'examen du projet de résolution A/53/L.79.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/53/L.79, intitulé «Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix», qui comporte deux sections. La section A s'intitule «Déclaration sur une culture de la paix» et la section B s'intitule «Programme d'action sur une culture de la paix».

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/53/L.79?

*Le projet de résolution A/53/L.79 est adopté (résolution 53/243).*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Avant de clore l'examen de ce point, je voudrais remercier l'Ambassadeur Anwarul Karim Chowdhury, du Bangladesh, qui a mené à bien les consultations nécessaires sur la Déclaration et qui nous a permis de parvenir à un consensus.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 31 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 59 de l'ordre du jour (suite)**

**Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes**

**Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres question ayant trait au Conseil de sécurité (A/53/47)**

**Projet de décision (A/53/47, par. 28)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Compte tenu du fait que nous avons eu des consultations approfondies au sein du Groupe de travail à composition non limitée, je souhaite que nous puissions adopter le projet de décision dont le Groupe de travail a recommandé l'adoption sans qu'il soit nécessaire d'en discuter plus avant.

Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de décision figurant au paragraphe 28 du rapport du Groupe de travail à composition non limitée (A/53/47).

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision figurant au paragraphe 28 du rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de décision?

*Le projet de décision est adopté.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je voudrais maintenant exprimer mes sincères remerciements à l'Ambassadeur Hans Dahlgren, de la Suède, et à l'Ambassadeur John de Saram, de Sri Lanka, les deux Vice-Présidents du Groupe de travail à composition non limitée, qui ont entrepris la difficile tâche de diriger les débats et les négociations complexes de ce Groupe. Je suis certain que les membres de l'Assemblée s'associent à moi pour leur faire part de notre reconnaissance.

Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 59 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 167 de l'ordre du jour (suite)**

**Agression armée contre la République démocratique du Congo**

**Note verbale (A/53/1048)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les Membres se souviendront qu'à sa 96e séance plénière, le 24 mars 1999, l'Assemblée générale a clos le débat sur ce point.

Au titre de ce point, j'attire l'attention des Membres sur le document A/53/1048, qui contient une note verbale

datée du 7 septembre 1999, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la République démocratique du Congo, dans laquelle elle demande l'inscription du point 167 à l'ordre du jour de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite différer l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Dans la note verbale publiée sous la cote A/53/1048, le Gouvernement de la République démocratique du Congo indique qu'il souhaiterait que cette question soit directement débattue en séance plénière. Cette information sera transmise à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session.

Nous avons ainsi achevé l'examen du point 167 de l'ordre du jour.

#### **Point 17 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations**

##### **j) Nomination du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne**

##### **Note du Secrétaire général**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : On m'a informé que compte tenu des consultations en cours, l'examen de cet alinéa devrait être renvoyé à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite différer l'examen de cet alinéa et de l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 17 j) de l'ordre du jour et du point 17 de l'ordre du jour dans son ensemble.

#### **Point 57 de l'ordre du jour**

#### **Question de l'île comorienne de Mayotte**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je crois comprendre que suite aux consultations nécessaires, il a été convenu de renvoyer l'examen de ce point à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite différer l'examen de ce point et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 57 de l'ordre du jour.

#### **Point 60 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les Membres se souviendront qu'à sa 70e séance plénière, le 25 novembre 1998, l'Assemblée a tenu un débat sur ce point.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de renvoyer l'examen de ce point à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. Puis-je considérer par conséquent que l'Assemblée souhaite différer l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 60 de l'ordre du jour.

#### **Point 61 de l'ordre du jour**

#### **Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les Membres se souviendront que le 15 septembre 1998, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de renvoyer l'examen de ce point à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite différer l'examen de ce point et

l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 61 de l'ordre du jour.

#### **Point 62 de l'ordre du jour**

##### **Question de Chypre**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les Membres se souviendront que le 15 septembre 1998, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente session mais a reporté sa décision sur le renvoi de ce point à un moment plus indiqué durant la session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de renvoyer l'examen de ce point à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite différer l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 62 de l'ordre du jour.

#### **Point 115 de l'ordre du jour**

##### **Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les Membres se souviendront que le 15 septembre 1998, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de renvoyer l'examen de ce point à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite différer l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 115 de l'ordre du jour.

#### **Point 129 de l'ordre du jour**

##### **Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les Membres se souviendront que le 15 septembre 1998, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de renvoyer l'examen de ce point à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite différer l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 129 de l'ordre du jour.

#### **Point 144 de l'ordre du jour**

##### **Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les Membres se souviendront que le 15 septembre 1998, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de renvoyer l'examen de ce point à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite renvoyer l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-quatrième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Nous avons ainsi achevé notre examen du point 144 de l'ordre du jour.

#### **Points de l'ordre du jour restant à l'examen de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je tiens à rappeler aux délégations que les points ci-après de l'ordre du jour, sur lesquels l'Assemblée générale s'est déjà prononcée lors

des séances précédentes, restent toujours à l'examen de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session : points 10 à 12, 20, 30, 37 à 40, 43 à 45, 47, 58, 93 et 94, 108, 110 à 114, 117 à 128, 130 à 143, 145, 152, 155, 161, 163, 165 et 170.

Comme les membres le savent, ces points sont inscrits à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-quatrième session, à l'exception du point 47 intitulé «Élection des juges du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994», et du point 121 intitulé «Régime des pensions des Nations Unies»?

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a terminé avec l'examen de ces points à la présente session?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Déclaration de clôture du Président**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : La présente session de l'Assemblée générale, qui s'achève aujourd'hui, est l'avant-dernière de ce siècle, et elle constitue un exercice préparatoire pour faire face aux problèmes qui nous attendent avec l'avènement du nouveau siècle, des problèmes qui sont déjà là. C'est un siècle caractérisé à la fois par des signes prometteurs et inquiétants et qui semble marqué par de sérieuses contradictions qui constituent, à leur tour, les grands défis auxquels l'humanité doit continuer de répondre. Nous pensons que ces contradictions revêtent essentiellement trois aspects.

Premièrement, le monde continue d'avancer vers l'épanouissement le plus complet des libertés individuelles et vers la démocratisation des sociétés nationales et de la communauté internationale. Même si beaucoup reste à faire, jamais au cours de l'histoire, les idéaux de démocratie et de liberté n'ont connu une aussi grande application ou tout au moins, une telle reconnaissance. Toutefois, les progrès faits dans ce domaine n'ont pas écarté la violence destinée à imposer les idéaux et buts de nationalismes étroits, du fondamentalisme religieux ou de la prétendue suprématie ethnique. Le fait qu'au cours des 10 dernières années, près de six conflits sur la centaine qui ont affecté la paix et la sécurité internationales aient été des conflits territoriaux montre clairement le type de problèmes auxquels nous devons faire face à l'avenir.

Au cours des 12 mois depuis que l'Assemblée a commencé sa cinquante-troisième session, la violence dans de nombreuses régions du monde a dominé et affecté la vie des gens, les privant de tout et créant une atmosphère de peur et très souvent un sentiment de rancœur. Ces événements prouvent combien étaient fausses les prophéties de ceux qui avaient prédit la fin de l'histoire.

En Europe, en Afrique et en Asie, des anciens et de nouveaux conflits continuent de requérir l'attention de la communauté internationale et nécessitent de plus en plus l'adoption de comportements éthiques et solidaires inspirés par la tolérance. Naturellement, le monde n'est pas homogène. Il y a des régions où la paix existe et où il y a une entente et un règlement des litiges. Ceci a été le cas dans notre région — en Amérique latine et dans les Caraïbes — où certains conflits historiques entre États ont pris fin de façon pacifique, au cours de cette année. Je cite ce fait avec fierté, tout en sachant qu'il existe d'autres inquiétudes sur la situation interne prévalant dans certains de ces États.

Le continent africain a été particulièrement affecté par divers facteurs, certains dus à des causes naturelles et d'autres aux actions de l'homme. L'Assemblée générale a accordé une attention particulière à cette situation. Ceci est illustré par l'adoption par consensus d'une résolution sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, qui a établi les grands principes d'aide à fournir au continent. L'Assemblée générale doit poursuivre ses efforts pour aider nos frères africains à surmonter cette situation de crise et de sous-développement due à l'histoire du colonialisme et à la discrimination.

La situation politique actuelle au Moyen-Orient au cours de cette session qui prend fin aujourd'hui, n'a pas favorisé le développement du processus de paix. L'Assemblée générale a traité des divers aspects de ce problème complexe en espérant que la situation s'améliorerait. Heureusement, cela semble être le cas aujourd'hui. Je suis donc convaincu qu'au cours de la prochaine session, l'Assemblée pourra prendre des décisions importantes qui contribueront à une paix durable et juste dans la région.

Mais c'est certainement le conflit au Kosovo — en raison de son ampleur et de ses effets — qui a constitué le fait politique international majeur de cette année. Je voudrais faire part de certaines de mes vues sur la question.

Je considère comme une coïncidence regrettable le fait qu'au cours de l'année où j'ai présidé l'Assemblée générale, l'efficacité et la crédibilité de cette instance la plus démo-

cratique et la plus représentatives de la communauté internationale, aient été réellement et puissamment mises à l'épreuve par ce conflit.

Le conflit du Kosovo a mis en relief divers aspects que je ne peux manquer de souligner. Premièrement il a montré que le Conseil de sécurité chargé de maintenir la paix, n'a pu assumer son rôle vu qu'il n'a pu se mettre d'accord sur des décisions à ce sujet. La possibilité du recours au veto a joué un rôle, montrant que ce mécanisme censé notamment éviter le recours à la force, a été un facteur qui a permis le recours à la force en marge du Conseil et donc, de toute l'Organisation dans son ensemble.

Deuxièmement, il faut rappeler que l'Assemblée générale, conformément à la Charte, notamment aux Articles 10 et 11, qui a compétence pour examiner toute question concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, n'a pas été en mesure d'exercer cette compétence, non pas faute d'un cadre juridique mais parce que la volonté politique qui a prévalu visait à éviter l'exercice de cette compétence. Par le passé cette responsabilité était assumée par cet organe, l'Assemblée générale, quand le Conseil de sécurité ne pouvait pas intervenir dans des situations qui constituaient une menace ou une atteinte à la paix. À cet égard, la communauté internationale a déclaré formellement que face à l'incapacité du Conseil de sécurité d'exercer ses fonctions, l'Assemblée générale était habilitée à exercer ses responsabilités en vertu de la Charte. Enfin, il convient de rappeler que la Charte des Nations Unies se fonde sur le principe de la légitimité, qui est la base et la raison d'être de l'ordre juridique international dans son ensemble. Par conséquent, ce qu'il faut tirer comme enseignements du Kosovo c'est de chercher sans relâche des formules qui garantissent ce principe de légitimité.

Il est prématuré de faire des évaluations de la crise du Kosovo, mais il est clair qu'elle va certainement toucher au fonctionnement et à la crédibilité de l'Organisation, et peut-être que le seul élément constructif de ce conflit c'est la preuve flagrante que la réforme de l'ONU ne saurait être reportée ni faire l'objet de quelconques tergiversations. J'espère que la résolution 53/30 que l'Assemblée générale a adoptée en décembre, au cours de cette session, sur la majorité requise pour apporter des modifications à la Charte, accélérera le processus de réforme, notamment concernant le Conseil de sécurité.

Pour ce qui est de la situation actuelle qui nous préoccupe au Timor oriental, il faut espérer que les mécanismes des Nations Unies fonctionneront efficacement cette fois et

mettront fin aux violations des droits de l'homme perpétrées dans cette région.

Les résultats obtenus à la présente session en ce qui concerne le désarmement et le contrôle des armements sont encourageants, compte tenu du contexte des négociations qui ont eu lieu. Parmi les nombreuses résolutions adoptées, je tiens à mettre en exergue celle qui a trait à la tenue d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects, y compris les armes légères et de petit calibre. L'entrée en vigueur au mois de mars dernier de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction est une bonne indication de l'aversion qu'a engendrée ce type d'armes qui frappent sans discrimination.

Les opérations de maintien de la paix ont fait l'objet d'une attention toute particulière à l'Assemblée générale, au cours de cette session. On a approuvé le financement de certaines d'entre elles, y compris l'opération complexe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. En outre, à l'occasion du cinquantenaire de leur création, la communauté internationale a rendu hommage à cet instrument indispensable de paix et aux hommes et femmes qui y ont pris part, parfois au prix de leur vie.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'activité de l'Assemblée a été intense. Parmi les nombreuses résolutions adoptées, il faut mettre en exergue celle par laquelle l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. Il convient de signaler l'importance de l'adoption, après 13 années de négociations, de cette Déclaration qui constitue un nouveau jalon dans le processus de consolidation et de perfectionnement du système international de protection des droits de l'homme.

Mais surtout, en adoptant, au mois de décembre dernier, la résolution sur le Statut de la Cour pénale internationale, l'Assemblée générale, à cette session, s'est associée à la recherche de méthodes plus efficaces pour assurer la protection internationale des droits de l'homme, et traduire en justice ceux qui violent ces droits. Dans cette résolution, l'Assemblée a reconnu l'importance historique du Statut et a adopté des mesures pour l'établissement et le fonctionnement de cette Cour. Il s'agissait là de la meilleure façon de célébrer le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, pierre angulaire de l'une des réalisations

politiques et institutionnelles de la communauté internationale les plus inspirées et les plus remarquables du XXe siècle.

La deuxième grande contradiction que je voudrais mentionner a trait aux progrès technologiques, à la révolution dans les communications et les transports, à l'extraordinaire expansion des connaissances scientifiques dans leur ensemble, qui ont permis que l'homme atteigne des niveaux de développement matériel sans précédent. Mais les avantages dérivés de ce progrès sont distribués de façon inégale dans les différentes couches de l'humanité. Il s'est ainsi produit une rupture inquiétante. D'une part, l'explosion technologique a lieu dans les pays développés où vit une minorité de la population mondiale, alors que les régions qui connaissent une explosion démographique souffrent d'un déficit technologique aigu. En conséquence, dans un monde de plus en plus interdépendant et rétréci, des sociétés prospères et technologiquement avancées coexistent dangereusement avec des populations qui se trouvent dans l'indigence et l'insécurité.

Le processus de mondialisation ne saurait atténuer cette contradiction. Au contraire, il est généralement admis que la vertigineuse accélération du processus de mondialisation, qui se produit depuis quelques années et qui découle de l'ouverture des marchés, de la libéralisation et de la modernisation des échanges, n'est pas étrangère à l'intensification des différences sociales et des contradictions économiques, qui se produisent tant dans la société internationale qu'au sein des sociétés nationales. Si nous ne prenons pas des mesures rapides et efficaces pour remédier aux effets néfastes de ce processus, les menaces de désintégration sociale deviendront plus concrètes et les possibilités d'établir une paix durable s'éloigneront.

Les incertitudes qui découlent de ce processus ont engendré au début de la session un débat de haut niveau sur les conséquences économiques et sociales de la mondialisation et de l'interdépendance, et leurs conséquences politiques. À cette occasion, l'intérêt manifesté par les gouvernements, les organismes internationaux et la société civile qui s'occupent de cette question était évident, de même que la nécessité d'approfondir la réflexion sur un phénomène qui affectera la vie de tous les habitants de la planète, aujourd'hui et à l'avenir, et qui exige l'adoption de règles pour le définir et l'orienter.

Dans le cadre dynamique d'une mondialisation et d'une interdépendance sans cesse croissantes, les Nations Unies sont appelées à jouer un rôle fondamental en tant

qu'entité chargée de la promotion de la coopération et du développement. C'est cette responsabilité que l'Assemblée générale a assumée en adoptant l'importante résolution intitulée «Rôle de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance». Il s'agit d'une question que les gouvernements devront encore analyser et examiner. Il faut espérer que des mesures concrètes seront adoptées au plus tôt afin que les avantages de la mondialisation soient répartis de façon équitable et, notamment, que les pays en développement ne soient pas marginalisés mais deviennent moins vulnérables.

Le règlement de la crise financière et ses répercussions sur la croissance et le développement, notamment des pays en développement, est un sujet tout aussi important et étroitement lié à cette question. Dans cette résolution, l'Assemblée a, entre autre, souligné la nécessité de renforcer et d'améliorer les mécanismes de prévention, de gestion et de règlement des crises financières internationales et propose des mesures pour traiter de ces problèmes et pour atténuer leurs incidences néfastes sur les perspectives de développement des pays en développement.

La troisième et dernière contradiction que je souhaiterais évoquer provient du fait que, quand bien même de nombreuses sociétés ont atteint un haut degré d'intégration sociale, avec des niveaux élevés de connaissances, de culture et d'activités créatives, ces mêmes sociétés semblent cependant être extrêmement vulnérables à certaines menaces, telles que le trafic des drogues, le crime organisé, le terrorisme et la dégradation de l'environnement. L'Assemblée est en mesure d'ériger des défenses contre ces ennemis — les Nations Unies jouent un rôle en ce sens — et d'entreprendre une campagne d'éducation énergique contribuant à l'épanouissement d'une culture de la santé, d'une culture de la légalité et d'une culture de la protection de l'environnement. Il n'y a pas de plus grande cause de dégradation de l'environnement que la pauvreté.

Au cours de cette session, nous avons pu constater sans cesse que les gouvernements étaient profondément préoccupés par les effets néfastes que les tendances économiques actuelles pourraient avoir sur le développement social. Cette préoccupation a incité l'Assemblée à adopter plusieurs résolutions sur d'importantes questions sociales, parmi lesquelles les résolutions sur la coopération internationale permettant de faire face au problème mondial de la drogue, sur la criminalité transnationale organisée, sur la situation de la femme ou sur les droits des enfants et des réfugiés, etc.

Je tiens également à souligner la tenue de la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Cet événement a été la preuve de la démocratisation et de l'universalisation de l'information et des connaissances sur cette question. La communauté internationale a ainsi réaffirmé sa détermination à s'attaquer aux problèmes liés à la population et au développement, qui sont touchés par des décisions relevant de la science, de la culture et des traditions, les considérant tous comme les aspects inéluctables d'un même problème. En fin de compte, ce problème doit être réglé sur le plan humain, en usant de la liberté de façon responsable.

Enfin, sans vouloir faire une énumération complète, j'aimerais signaler les résolutions portant sur la décolonisation, sur la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace, sur les questions liées à l'information - en particulier la résolution réaffirmant une série de principes et de directives pour les négociations internationales. Je considère que la résolution sur le dialogue entre les civilisations et la résolution par laquelle ont été adoptés, aujourd'hui, la Déclaration et le Programme d'action de la Culture de la paix sont particulièrement importantes. Ces deux résolutions sont les piliers sur lesquels la communauté internationale pourra édifier un système juridique éthique qui régira les relations futures entre les États et les peuples. À mon avis, la teneur éthique de cet engagement est tout à fait incontournable.

Le Sommet du millénaire, qui se tiendra au cours de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale devant débuter en septembre 2000 — en préparation de laquelle nous avons beaucoup travaillé au cours de cette cinquante-troisième session — nous offrira une occasion unique de déterminer le rôle que l'ONU devra jouer au prochain siècle. À cet égard, je suis heureux de souligner qu'au cours de la présente session, des négociations soutenues ont été menées sur cette question, permettant de réaliser des progrès importants quant au format et au fond de cet événement majeur. Je suis convaincu que, grâce à ces travaux, la préparation du Sommet sera menée à bien à la cinquante-quatrième session.

En bref, à sa cinquante-troisième session, l'Assemblée générale a examiné au total 170 questions au cours de 107 séances plénières et neuf réunions officielles. Elle a adopté 309 résolutions — parmi lesquelles 248 par consensus — et 130 décisions.

La diversité et l'importance des questions débattues au cours de cette session qui prend fin aujourd'hui ainsi que le sérieux et l'esprit constructif qui ont présidé à leur examen montrent qu'en raison de sa représentativité, de son caractère universel et de ses capacités d'écoute et d'observation sous tous les angles, l'Organisation des Nations Unies reste la seule instance centrale qui peut poursuivre le dialogue mondial sur les problèmes fondamentaux auxquels fait face l'humanité. C'est le rôle inévitable que nous devons continuer de jouer alors qu'un avenir marqué par des conflits nous attend au prochain millénaire. Notre efficacité à cet égard tient à deux facteurs.

Premièrement, l'Organisation doit disposer des ressources financières indispensables pour s'acquitter de son mandat. À cet égard, il faut espérer que les plus grands États débiteurs de l'Organisation s'acquitteront de leurs obligations financières internationales dans les plus brefs délais. Deuxièmement, cela dépendra également de l'adoption des réformes nécessaires pour que cette institution soit à même de relever les nouveaux défis qui l'attendent. Nous devons intensifier nos efforts pour rétablir la prééminence de l'Organisation dans la gestion des affaires internationales, et notamment en matière de maintien de la paix et de la sécurité. Nous devons la renforcer et l'améliorer, et conformer sa structure et son fonctionnement aux exigences que présentent les nouvelles nécessités et les nouveaux défis. Cela ne dépend pas de l'un ou l'autre d'entre nous en particulier; cela dépend de tout un chacun.

Depuis quelques années, on a entrepris des efforts en ce sens au sein de l'Assemblée générale. Ces efforts se sont poursuivis tout au long de la session qui prend fin aujourd'hui. Le processus général de réforme des Nations Unies, qui a pris de l'élan au cours de la dernière session, s'est poursuivi sous ma présidence. L'Assemblée a continué de travailler essentiellement sur la base des idées et des propositions du Secrétaire général, à qui nous devons réitérer ici toute notre reconnaissance pour son engagement sincère en faveur de la réforme. La mise en oeuvre de ces initiatives a été plus lente que prévu. Néanmoins, au cours de cette session, d'importants progrès ont pu être réalisés en ce qui concerne l'environnement et les établissements humains, ce qui améliorera très certainement le fonctionnement et l'efficacité de l'Organisation dans ce domaine.

Si avant même d'assumer ma responsabilité de Président de l'Assemblée, j'étais convaincu de la nécessité de modifier le fonctionnement des organes principaux de l'Organisation des Nations Unies et les relations qu'ils



entretiennent entre eux, aujourd'hui, après une année d'expérience à ce poste, j'en suis plus convaincu que jamais. Je dois avouer que, plus d'une fois, j'ai été surpris, voire perplexe et affligé, de constater que, malgré des contacts sporadiques entre leurs représentants respectifs, les organes qui ont les principales responsabilités politiques de l'Organisation — le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale — agissaient de façon isolée l'un par rapport à l'autre, sans coordination ni transparence.

La réforme du Conseil de sécurité est sans aucun doute l'aspect le plus controversé de l'effort de restructuration de l'ONU, qui a les incidences politiques les plus importantes. Ce projet ambitieux qui vise à transformer le Conseil pour en faire un organe plus représentatif, plus démocratique, plus ouvert, plus transparent et, de ce fait, plus efficace, est une tâche extrêmement complexe et délicate qui exige des efforts et du temps, une grande patience et une ferme détermination politique de la part de tous ceux qui participent à ces travaux. Nous pouvons désormais dire que chacun d'entre nous, moi-même y compris, avons investi des efforts colossaux dans cette tâche et que nous avons donné et reçu d'amples preuves de patience. Mais à dire vrai, je ne sens pas qu'il existe une réelle volonté politique de réforme qui permettrait d'aboutir à un accord sur les grandes questions.

Néanmoins, j'ai le plaisir de vous informer qu'en dépit des profondes divergences qui persistent sur des points fondamentaux de cette question, le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité a réussi à se mettre d'accord sur certaines idées fondamentales très générales. Contrairement aux rapports précédents, le rapport qui vient d'être adopté ce matin ne se borne pas à décrire la série de réunions et de documents produits, ce qui est certes nécessaire d'un point de vue chronologique, mais, pour la première fois depuis sept ans, il accorde une large place au consensus qui existe sur certains éléments de forme et de fond et qui, même s'il est modeste, pourrait être utilisé lors de discussions à venir. En outre, d'importants progrès ont été réalisés pour ce qui est des méthodes de travail du Conseil et de la transparence de ses travaux. J'ajouterai qu'outre les exposés intéressants qui ont été faits oralement au sein du Groupe de travail, beaucoup de délégations ont, à l'invitation du Président, présenté par écrit leur position; ces notes, ainsi que les exposés oraux, constituent une base de travail précieuse pour les réunions futures du Groupe de travail.

Au terme de 53 réunions longues et intenses du Groupe de travail, ces résultats semblent maigres. Cependant, envisagés dans leur propre contexte et compte tenu de l'importance de la question et du fait que les intérêts vitaux des États sont en jeu, nous pouvons affirmer, sans tomber dans l'autosatisfaction voire le triomphalisme, que nous avons réalisé des progrès importants quand bien même limités. Après tout, ce n'est pas en faisant des grands bonds, mais à petits pas prudents, comme nous l'avons fait au cours de cette session, qu'on parcourt de grandes distances et qu'on évite les pires obstacles. Il importe en outre de noter qu'au cours des réunions du Groupe de travail, nous avons pu aboutir, non sans difficultés, à un niveau de participation important des délégations qui ont fait preuve d'une grande franchise en présentant leurs points de vue.

Certes, la résolution 53/30, qui exige une majorité des deux tiers des Membres de l'Assemblée générale sur toute question ayant trait à la réforme du Conseil de sécurité, a dissipé quelques craintes et éliminé certains malentendus qui auraient pu affecter négativement les travaux du Groupe; elle constitue assurément une base solide pour renforcer l'esprit de confiance nécessaire pour mener à bien la réforme tant attendue de l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais faire une remarque personnelle qui est, à mon avis, très importante. Les suggestions ou propositions concernant les méthodes de travail, qui ont été formulées par le Président, s'inspiraient fidèlement du principe fondamental de la transparence dans les négociations, qui a été accepté dès le début. J'espère que la méfiance qui, à certains moments heureusement brefs, a failli donner lieu à des antagonismes, fera place à une plus grande souplesse dans nos discussions, sans pour autant nous faire oublier le caractère très délicat et l'importance politique que revêt la réforme de la Charte.

Il me reste à présent à exprimer mes remerciements profonds et sincères à tous ceux qui m'ont assisté dans ma tâche complexe et parfois ardue de président des travaux de l'Assemblée générale. Je sais que je me suis acquitté de ma tâche avec succès à certains moments, de manière raisonnablement correcte à d'autres et plus médiocrement à l'occasion. Mais j'ai toujours eu l'intention de faire de mon mieux. Je voudrais remercier en particulier les Vice-Présidents, notamment ceux qui se sont montrés disponibles à tout instant pour assumer la présidence lorsque ma présence était requise ailleurs, y compris dans mon propre pays, puisque j'ai continué à assumer la direction du Ministère des affaires étrangères. Je remercie également les Présidents, les Vice-Présidents et les rapporteurs des grandes

commissions, les coordonnateurs des différentes consultations et négociations, ainsi que les deux Vice-Présidents qui m'ont aidé à diriger le Groupe de travail à composition non limitée chargé de la réforme du Conseil de sécurité.

Comme toujours, le Secrétariat s'est acquitté de ses responsabilités avec l'efficacité à laquelle les États Membres sont habitués. Je tiens à rendre un hommage public au Secrétaire général et au personnel du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférences, ainsi qu'aux interprètes, aux traducteurs, aux fonctionnaires de conférence et aux agents de sécurité. L'aide que j'ai reçue de tous ceux qui ont travaillé avec moi m'a été d'autant plus précieuse tout au long de cette année que j'ai continué à assumer mes responsabilités de Ministre des affaires étrangères de mon pays qui est membre de l'Association latino-américaine d'intégration et du Marché commun du Sud et un négociateur actif au sein de la Zone de libre-échange des Amériques; deux responsabilités qui revêtent la plus haute importance pour mon pays et ma région. Croyez-moi lorsque je dis que j'ai consacré le plus gros de mon temps et de mon énergie à me montrer digne de la confiance que m'a témoignée il y a un an mon groupe régional, le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, auquel mon pays a l'honneur d'appartenir, ainsi que tous les autres membres qui m'ont profondément honoré. J'ose espérer que je ne les ai pas déçus.

En vous quittant, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues et membres du personnel du Secrétariat, je tiens à souhaiter un plein succès au prochain Président.

## **Point 2 de l'ordre du jour *(suite)***

### **Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : J'invite les représentants à se lever et à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

*Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.*

### **Clôture de la cinquante-troisième session**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je déclare close la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale.

*La séance est levée à 12 h 10.*